

COMITE FRANCAIS DU SECOURS AUX ENFANTS

Association à but non lucratif régie par la loi du 1er juillet 1901, reconnue d'utilité publique
N° SIRET : 784 719 734 00120

174, quai de Jemmapes
75010 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels **Exercice clos le 31 décembre 2024**

COMITE FRANCAIS DU SECOURS AUX ENFANTS (CFSE)

174, quai de Jemmapes
75010 PARIS

A l'assemblée générale de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Comité Français du Secours aux Enfants (CFSE), Association à but non lucratif reconnue d'utilité publique, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53-9 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Levallois-Perret, le 19 juin 2025

ASCO – Groupe AFIGEC
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Versailles et du Centre

Signé par Jean-Paul FRESQUET
Le 19/06/2025

ID: tx_wEEgK1P4QZr3

Signed with
Universign

Jean-Paul FRESQUET
Responsable technique

Signé par Yannis Giraud
Le 19/06/2025

ID: tx_wEEgK1P4QZr3

Yannis GIRAUD
Associé

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	8 577	2 144	6 433	8 148
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	21 926	3 242	18 685	6 023
Installations techniques, matériel et outillages industriels	48 040	11 765	36 275	2 054
Autres immobilisations corporelles	191 248	158 819	32 429	32 895
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	15 000	15 000		
Autres immobilisations financières	1 406		1 406	1 406
TOTAL I	286 197	190 970	95 227	50 526
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours	1 415		1 415	
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	145 622	495	145 126	143 184
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	65 066		65 066	56 381
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	430 343		430 343	418 416
Charges constatées d'avance	1 792		1 792	1 367
TOTAL III	644 238	495	643 742	619 349
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	930 435	191 465	738 970	669 875

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	173 555	173 555
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	265 204	71 740
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 306	193 465
Situation nette	437 454	438 760
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	437 454	438 760
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	51 202	26 703
TOTAL IV	51 202	26 703
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	46	209
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	109 653	78 607
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	138 359	125 596
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 806	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	450	
TOTAL V	250 315	204 412
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	738 970	669 875

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	41 608	1 216
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	203 517	466 183
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 313 396	934 599
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	54 371	74 289
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	608	-6 810
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	74	13
TOTAL I	1 613 574	1 469 491
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	18 352	2 959
Variation de stocks	-1 415	
Autres achats et charges externes	622 950	422 287
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	54 146	35 868
Salaires et traitements	640 597	544 406
Charges sociales	229 091	241 956
Dotations aux amortissements et dépréciations	26 609	20 643
Dotations aux provisions	24 499	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	6 778	4 751
TOTAL II	1 621 608	1 272 869
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-8 034	196 622
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-8 034	196 622

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	278	
Sur opérations en capital	6 450	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	6 728	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		3 157
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		3 157
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	6 728	-3 157
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 620 302	1 469 491
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 621 608	1 276 027
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-1 306	193 465

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Préambule

Description de l'objet social, de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Le Comité Français de Secours aux enfants, association reconnue d'utilité publique fondée en 1919, soutient et accompagne des enfants en situation critique et leur famille dans toutes les dimensions de leur personne.

Le Comité Français de Secours aux enfants dispose de dispositifs variés sur plusieurs régions permettant la protection, l'accueil, le soin et l'éducation des enfants et jeunes de 0-21 ans en situation de placement.

Missions et objectifs :

- Porter secours aux enfants les plus démunis
- Développer chez les jeunes talents et envie d'apprendre afin de les aider à préparer leur avenir

Activité :

- Accueil en milieu fermé
- Accueil en milieu ouvert

Dispositifs d'éducation et de formation des jeunes en France et à l'étranger

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 738 970 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -1 306 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 25 avril 2025 par le conseil d'administration.

Faits caractéristiques

Ouverture d'une activité de restauration, le CA s'élève à 42K€ sur l'exercice

Le CA pour l'activité paysage s'élève à 171K€

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation..

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Engagements de départ à la retraite

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 51k€.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 62 ans
- le taux de rotation du personnel : moyen
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 1%
- le taux d'actualisation retenu : 3.10 %
- le taux moyen des charges sociales : 58%

Contributions volontaires en nature

L'UFSE79 met à disposition du CFSE, AGAPE Formation, des locaux dont elle est propriétaire situés 2 allée de Villefranche 79200 CHATILLON SUR THOUET dans le cadre de son activité d'accueil de jour et de formation qui nécessite l'utilisation de locaux administratifs et techniques. Cette mise à disposition est composée de :

- 7 bureaux
- 2 salles de réunion
- 1 salle de restaurant et 1 cuisine collective
- 1 atelier de stockage de matériel
- 1 vestiaire
- 1 serre
- 1 parking

Pour une superficie totale de 46 ares

En contrepartie de cette mise à disposition, le CFSE 79 s'engage à payer la totalité des charges courantes de ces locaux.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 6.693€.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement	8 577		
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL	8 577		
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions	7 384		14 542
Installations : - Techniques, matériel et outillage	9 109		38 931
- Générales, agencements et aménagements divers	1 735		719
Matériel : - De transport	20 922		
- De bureau et informatique, mobilier	194 526		17 119
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	233 677		71 311
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	16 406		16 406
TOTAL	16 406		16 406
TOTAL GÉNÉRAL	258 659		87 717

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement			8 577	
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL			8 577	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencements et aménagements const.			21 926	
Installations : - Techniques, matériel et outillage			48 040	
- Gales, agencements et aménagements divers			2 454	
Matériel : - De transport			20 922	
- De bureau et informatique, mobilier		43 773	167 872	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL		43 773	261 215	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		16 406	16 406	
TOTAL		16 406	16 406	
TOTAL GÉNÉRAL		60 179	286 197	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement	429	1 715		2 144
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL	429	1 715		2 144
Terrains				
Constructions - Sur sol propre				
: - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 361	1 881		3 242
Installations techniques, matériel et outillage industriel	7 055	4 710		11 765
Installations générales, agencements et aménagements divers	1 559	315		1 874
Matériel de transport	20 922			20 922
Matériel de bureau et informatique, mobilier	161 808	17 988	43 773	136 023
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	192 704	24 894	43 773	173 826
TOTAL GÉNÉRAL	193 133	26 609	43 772	175 970

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	26 703	24 499		51 202
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	26 703	24 499		51 202

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières	15 000			15 000
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	1 103		608	495
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III	16 103		608	15 495
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	42 806	24 499	608	66 697
- D'exploitation		24 499	608	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	15 000		15 000
Autres immobilisations financières	1 406		1 406
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	145 622	145 622	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	667	667	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 943	11 943	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	1 637	1 637	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	35 914	35 914	
Divers	1 300	1 300	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	13 605	13 605	
Charges constatées d'avance	1 792	1 792	
TOTAL	228 885	212 479	16 406

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	46	46		
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	109 653	109 653		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	53 162	53 162		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	83 573	83 573		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	143	143		
Autres impôts, taxes et assimilés	1 481	1 481		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	1 806	1 806		
Produits constatés d'avance	450	450		
TOTAL	250 315	250 315		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 163	21 011
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	62 256	56 485
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	235	
TOTAL	77 653	77 496

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		660
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	14 905	11 501
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	14 905	12 161

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	450	
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		450	

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	1 792	1 367
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		1 792	1 367

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	3	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	17	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	20	

Commentaires : néant

Détail des legs, donations et assurance-vie

Produits	Montant
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article L213-9	54 371
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	
TOTAL	54 371

Charges	Montant
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
TOTAL	

SOLDE DE LA RUBRIQUE	54 371
----------------------	--------

Variation des fonds propres art.431-5
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	173 555				173 555
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	71 740	193 465			265 204
Excédent ou déficit de l'exercice	193 465	-193 465		1 306	-1 306
Situation nette	438 760			1 306	437 454
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	438 760			1 306	437 454

Commentaires : néant